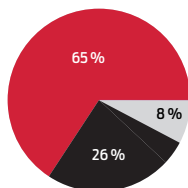


BOURSE. Euronext quitte Lyon par la petite porte

Et après ? D'ici à la fin de l'été, Euronext, actuellement en plan de restructuration va fermer son bureau lyonnais. Autrement dit : il n'y aura plus de représentants locaux de la bourse pour tenter d'attirer des candidats à l'introduction sur les marchés, ni pour épauler au quotidien les 145 entreprises cotées de la région Centre-Est. "Nous savons aussi parler aux sociétés depuis Paris", rassure la direction de NYSE Euronext. Pour autant, la fermeture de la structure fait grincer des dents. "Lyon n'ouvrira plus la possibilité aux PME d'ouvrir leur capital localement. C'est vraiment dommage", commente Guy Mathiolon, le président de la Cham-

La délégation d'Euronext Lyon gère au total 145 entreprises.



95 sur Eurolist (65 %), 12 sur Alternext (8 %) et 38 sur le marché libre (26 %).

bre de commerce et d'industrie (CCI), irrité d'avoir appris par la presse le départ des trois salariés de la délégation hébergés... au premier étage de la CCI justement. "Nous ne pouvons qu'être déçus", complète Marcel Deruy, président de l'association Lyon place financière et tertiaire. C'est d'ailleurs sur cette structure qu'Euronext compte s'appuyer pour garder un ancrage dans la région. "Les entrepreneurs ne se retrouveront pas sans interlocuteur, promet-il. Mais il nous faut maintenant trouver une formule de remplacement claire et lisible pour ces entreprises", poursuit Marcel Deruy. Reste à savoir avec quels moyens financiers... © VL

JUSTICE. Il y a une vie après la liquidation judiciaire

A l'ain Fabre a vécu l'horreur. Une lente descente aux enfers qui a commencé en septembre 2008. L'entreprise de second œuvre qu'il a créée deux ans plus tôt est alors placée en redressement judiciaire. "On reçoit des coups de tous les côtés et on n'a droit à rien", soupire-t-il. Quelques mois plus tard, c'est la liquidation et son cortège de dettes et de vexations. "La seule chose qui m'aidait à m'endormir, c'était d'imaginer des scénarios de suicide", lâche-t-il. Aujourd'hui remis, il a décidé, avec un autre chef d'entreprise ayant vécu la même expérience, de prêter main forte à ces chefs d'entreprise ruinés et désespérés après une liqui-



dation. L'association qu'ils ont créée, Lanecs, a pour objectif de les récupérer à la sortie du tribunal de commerce, pour "remettre sur pied ces hommes brisés", dans un premier temps, puis de les aider très rapidement à retrouver un emploi. © F.S.

Contact Lanecs: lanecs@lanecs.org

Une action à acheter

ACHAT

11,40 €

OBJECTIF +26 %

14,43 €

SUEZ ENVIRONNEMENT a publié fin avril des résultats mitigés pour le compte du premier trimestre. Le chiffre d'affaires, à 2 829 millions d'euros, a baissé de 2,7 %. Le groupe a néanmoins réaffirmé ses objectifs pour l'année. Techniquement, la tendance baissière se stabilise. Un premier objectif majeur de rebond a été atteint, à 13 euros, plus hauts annuels. A plus court terme, le

AVEC NOTRE PARTENAIRE zonebourse

titre teste actuellement le support des 12,29 euros. On attendra que le titre ait corrigé pour bénéficier d'un point d'entrée intéressant. Dans ce contexte, on pourra acheter dans la zone des 11,40/11,80 euros pour viser les 13,20 puis les 14,43 euros. On limitera les risques de rechute à l'aide d'un stop de protection placé au-dessous du support des 10,96 euros. ©



Bourse

LA CHRONIQUE DE Michel Texier

La semaine boursière à la façon de Jean-Pierre Manchette

Gerfaut gara sa Mercedes dans le parking de sa boîte, un groupe industriel lyonnais. Le hall d'entrée était plein de pue-lasueur qui palabraient en s'agitant. Un délégué CGT était planté sur l'escalier de la direction générale. "Si M. Charançon a peur de sortir, on va aller le chercher par la peau du cul", brailla-t-il en pointant l'étage d'un doigt vengeur. "Charançon au balcon", se mit à scander la foule.

Gerfaut réussit à enfile le couloir de son bureau. Dans l'anti-chambre, il caressa le cul de sa secrétaire qui tentait d'extraire un dossier du bas d'une armoire. "Que se passe-t-il ma puce ?" interrogea-t-il. "Il paraît que notre fonds commun de placement a été siphonné, dit-elle, mais Desroziers vous expliquera. Il est dans votre bureau."

En l'attendant, le délégué du syndicat maison sifflait sans vergogne son whisky. "C'est la merde, soupira-t-il : le fonds commun du personnel a pris un grosse claque à cause des spéculations ratées de la direction." En résumé, il avait perdu 23 % en une semaine, soit cinq fois plus que la bourse. Charançon avait tiré toutes les brêles : Burelle (+19,8 %), Mercialys (-13,2), Prismaflex (-12,8), Cegid (-12,3), Michelin (-11,6). Pire : avant, il avait cédé à perte tous les derniers gagnants ; Avenir Finance (+43,5), Intexa (+25,8), Digigram (+16,3), GEA (+15,4) et Loiseau (+12,8).

"Tu ferais bien d'aller voir ce qui se passe dans le hall, si tu veux pas te faire déborder par la CGT qui veut fesser Charançon", conseilla Gerfaut. Desroziers fila sans finir son verre. Trop tard, les grévistes avaient déjà voté l'occupation et quelques excités déclamaient du goudron et des plumes pour le directeur. P.C.C. MICHEL TEXIER